

# **Règlement de consultation (R.C.)**

Procédure adaptée restreinte - article 27 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016

***Objet du marché :***

Fourniture et installation d'un système de vidéo protection et contrat de maintenance associé

***Maître d'Ouvrage :***

Commune de LE PLESSIS BRION - 60150

***AMO (phase procédure) :***

ADTO - 36 avenue Salvador Allende - Bâtiment A - 60000  
BEAUVAIS

***Date limite de réception des candidatures :***

9 Mai 2017

***Heure limite de réception des candidatures :***

17 heures

***Permanence du secrétariat de la collectivité :***

lundi et mercredi de 13 h 30 à 17 h 30, mardi et jeudi de 9 h 30 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30, vendredi et samedi de 9 h 30 à 11 h 30 (sauf jours fériés)

# **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE</b>	<b>4</b>
1.1 Nature et étendue de la prestation	4
1.2 Décomposition en tranches/phases	4
1.3 Durée du marché - Reconduction	4
1.4 Marché réservé	4
1.5 Limite à la sous-traitance	4
<b>ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure de passation	4
2.2 Intervenants	5
2.3 Contenu du dossier de consultation	5
2.4 Variantes	6
2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
2.6 Délai de validité des offres	6
2.7 Mode de dévolution	6
2.8 Réalisation de prestations similaires	6
2.9 Modifications de détail au dossier de consultation	6
<b>ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>7</b>
4.1 Phase candidature	7
4.2 Phase offre	9
<b>ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>9</b>
5.1. Conditions de dématérialisation	9
5.2 Modalités d'envoi des candidatures/offres dématérialisées	10
5.3 Remise des candidatures et des offres sous forme papier	11
<b>ARTICLE 6 - CRITERES D'ATTRIBUTION</b>	<b>11</b>
6.1 Phase candidature	11
6.2 Phase offres	12
<b>ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHE</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>14</b>

## ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

### 1.1 Nature et étendue de la prestation

Le marché qui sera conclu à la suite de la procédure engagée aura pour objet la fourniture et l'installation d'un système de vidéo protection et contrat de maintenance associé à LE PLESSIS BRION.

### 1.2 Décomposition en tranches/phases

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il est prévu une décomposition en 2 phases techniques :

- phase 1 : installation
- phase 2 : maintenance

### 1.3 Durée du marché - Reconduction

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement valant CCAP (art. 7.1).

La phase 1 ne sera pas reconduite.

La phase 2 pourra être reconduite 3 fois dans les conditions définies à l'acte d'engagement valant CCAP.

### 1.4 Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

### 1.5 Limite à la sous-traitance

Les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement et ne pourront en aucun cas faire l'objet de sous-traitance :

- maintenance

## ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

### 2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016, selon une procédure adaptée librement définie par le Pouvoir Adjudicateur.

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée restreinte avec possibilité de négociation.

#### 2.1.1. Candidatures

Le nombre maximum de candidats admis à remettre une offre sera de **cinq**, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures.

Si le nombre de candidatures recevables est inférieur à **cinq**, le Pouvoir Adjudicateur peut continuer la procédure.

Les candidats remettront au Pouvoir Adjudicateur un dossier comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à la capacité du candidat.

Seront admises les candidatures au regard des éléments fournis en application de l'article 4.1 du présent règlement de la consultation. Ces candidatures seront classées en application des critères de jugement présentés à l'article 6.1.

### 2.1.2. Offres

Seuls les candidats admis seront invités à remettre un dossier "projet de contrat" comportant l'ensemble des éléments demandés relatifs à leur offre technique et financière.

Le délai de remise de ces propositions sera indiqué dans les lettres d'invitation à participer.

Le Pouvoir Adjudicateur analysera la valeur des offres des candidats admis et les classera en application des critères de jugement des offres présentés à l'article 5.2 du présent règlement de la consultation.

Le Pouvoir Adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations. Dans l'affirmative, le Pouvoir Adjudicateur sélectionnera, sur la base des critères de sélection des offres, les **trois** candidats avec lesquels il négociera.

La procédure pourra se dérouler en phases successives de manière à réduire le nombre de candidats pendant la phase de négociation en appliquant les critères de sélection des offres indiqués à l'article 5.2 ci-dessous. Le nombre de phases successives estimé à 2 pourra être adapté en fonction de l'évolution des négociations.

En cas de groupement de candidats, les groupements retenus à négocier ne pourront pas être modifiés pendant tout le déroulement de la procédure.

Les candidats sont avertis que la négociation ne peut porter ni sur l'objet du marché, ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché tels qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les solutions proposées ou les informations confidentielles communiquées par un candidat lors de la négociation ne peuvent, sauf son accord, être révélées aux autres candidats par le Pouvoir Adjudicateur.

Les candidats admis à négocier seront, individuellement, par courrier, télécopie ou mail, soit :

- invités à remettre leur offre finale,
- invités aux séances (si plus d'une séance est nécessaire) de négociation (sur table ou téléphonique). La convocation mentionnera le lieu, la date, l'heure et la durée. Lorsque le Pouvoir Adjudicateur estimera la phase de négociation terminée, il invitera par télécopie ou mail les candidats à remettre leur offre finale.

Il est rappelé qu'à tout moment, le Pouvoir Adjudicateur peut déclarer la procédure sans suite pour des motifs d'intérêt général. En pareil cas, les candidats en seront informés.

Il décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

### **2.2. Intervenants**

Sans objet.

### **2.3 Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- présent règlement de consultation



➤ dossier unique :

- ❖ acte d'engagement valant CCAP
- ❖ CCTP

## **2.4 Variantes**

La proposition de variantes n'est pas autorisée.

## **2.5 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)**

Le marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles.

## **2.6 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres finales.

## **2.7 Mode de dévolution**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera passé pour la réalisation des prestations.

Le marché sera conclu soit en entreprise générale, soit en entreprises groupées solidaires.

Impossibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements ou en qualité de sous-traitants de plusieurs candidats.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

## **2.8 Réalisation de prestations similaires**

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article 30-I-7 du Décret du 25 Mars 2016, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## **2.9 Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION**

En application de l'article 39 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques sur un profil d'acheteur à compter de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Les candidats devront télécharger l'ensemble du dossier de consultation des entreprises sous forme électronique via le site <http://www.adto.fr/avis-de-marches> (lien "DCE").

Le Pouvoir Adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation pourra à nouveau être téléchargé dès la réception de la lettre d'invitation adressée aux seuls candidats admis.

Lors du téléchargement initial du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

En cas de retrait du dossier de consultation en mode anonyme, il est recommandé aux candidats de revenir sur le portail internet au minimum 2 semaines avant l'expiration pour vérifier si le dossier a été mis à jour, et s'il y a eu des questions / réponses qui n'auraient pas pu être envoyées du fait de l'anonymat.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 04.80.04.12.60 ou par mail à support-entreprises@aws-france.com.

#### **ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les dispositions de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 Juillet 2015 relative aux marchés publics et de son décret d'application n° 2016-360 du 25 Mars 2016 ne font plus obligation au candidat, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée. La signature ne sera ainsi exigée qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché avec l'attributaire désigné. Cependant, les candidats sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui leur sera attribué.

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français.

Les candidats auront à produire, dans une enveloppe cachetée, les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française, selon l'ordre et la présentation ci-après.

##### **4.1 Phase candidature**

La phase candidature permettra au Pouvoir Adjudicateur de sélectionner les candidats admis à remettre une offre.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

➤ une lettre de candidature (DC1 version en vigueur) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation

➤ l'imprimé DC2 (version en vigueur) renseigné par le candidat individuel ou par chaque membre du groupement en cas de candidature groupée.

➤ une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'Ordonnance du 23 Juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés

➤ le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet

➤ pour apprécier les capacités économiques et financières (au titre de la rubrique F du DC2) :

❖ une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.



Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le Pouvoir Adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

➤ pour apprécier les capacités techniques et professionnelles (au titre de la rubrique G du DC2) :

❖ liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

❖ déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années

❖ indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché public

❖ description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

❖ certificats de qualifications professionnelles (NF APSAD R82 «certifications de service d'installation et de maintenance des systèmes de vidéosurveillance» ou équivalent)

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen de preuve équivalent ainsi que par des certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

➤ attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit, il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

Pour la présentation des éléments de leur candidature, les candidats devront utiliser les formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque co-traitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

➤ de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies à l'article 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015

➤ des documents et renseignements demandés par le Pouvoir Adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

➤ les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature, d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais, et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises

➤ les documents doivent être toujours valables

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

➤ les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature, d'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace



- l'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

#### **4.2 Phase offre**

Les candidats admis à remettre une offre devront produire un projet de marché comprenant :

- acte d'engagement valant CCAP : document joint à compléter par le candidat individuel ou par le mandataire du groupement

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- attestation d'acceptation sans réserve du CCTP, datée
- contrat de maintenance : document à établir et à dater par le candidat individuel ou par le mandataire du groupement
- détail estimatif : document à établir et à dater par le candidat individuel ou par le mandataire du groupement
- un mémoire technique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de sa mission  
**(document reproductible : non relié, non thermocollé, ...)**

Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les conditions suivantes sont applicables selon la phase concernée (candidature ou offre).

Pour l'envoi de leur candidature puis de leurs offres, les candidats peuvent utiliser librement la transmission papier ou électronique.

Le retrait des documents électroniques n'oblige pas le candidat à déposer électroniquement sa candidature / son offre.

Cependant, les candidats doivent utiliser le même mode de transmission pour l'envoi de leur candidature et de leur offre.

Si le candidat adresse plusieurs candidatures/offres différentes sous forme papier et/ou sous forme dématérialisée, seule la dernière candidature/offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme "papier" ou "dématérialisée" sera examinée, sachant que l'offre examinée sera rejetée pour non-conformité si le candidat n'a pas utilisé le même mode de transmission que celui utilisé pour l'envoi de sa candidature.

#### **5.1. Conditions de dématérialisation**

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <http://marches-publics.info> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique [support-entreprises@aws-france.com](mailto:support-entreprises@aws-france.com)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le site <http://marches-publics.info> (onglet "pratique").

Les candidatures/offres devront être transmises avant le jour et l'heure limite qui correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures/offres parvenues après ces date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le Pouvoir Adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous :

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .docx ou .xlsx en version Microsoft Office 2013 ou antérieurs
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le Pouvoir Adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature / l'offre du candidat.

En cas de format différent, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature / l'offre du candidat.

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

## **5.2 Modalités d'envoi des candidatures/offres dématérialisées**

Les candidatures/offres pourront être remises sous forme dématérialisée via le site <http://www.adto.fr/avis-de-marches> (lien "déposer un pli").

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. La taille maximum acceptée pour le dépôt des plis est de 10 Mo.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de sa candidature/son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

### **En cas de programme informatique malveillant ou "virus" :**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le Pouvoir Adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le Pouvoir Adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures / des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature / l'offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission non lié au fonctionnement de la plateforme
- si la candidature / l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le Pouvoir Adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Candidat

Candidature ou offre (selon la phase) pour la fourniture et l'installation d'un système de vidéo protection et contrat de maintenance associé

Mairie

76 rue Edouard Meunier

60150 LE PLESSIS BRION

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

### **5.3 Remise des candidatures et des offres sous forme papier**

Les candidatures / les offres devront être remises sous forme papier dans les conditions ci-dessous :

➤ remises sous pli cacheté, contre récépissé à l'accueil de la collectivité avant le jour et l'heure inscrits sur la deuxième page du présent règlement de la consultation.

➤ envoyées par la poste, par pli recommandé avec avis de réception postal, et parvenir à destination avant le jour et l'heure inscrits sur la deuxième page du présent règlement de la consultation.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après les date et heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Les plis porteront l'indication de la consultation à laquelle ils se rapportent et seront envoyés ou remis à l'adresse suivante :

Candidat

Candidature ou offre (selon la phase) pour la fourniture et l'installation d'un système de vidéo protection et contrat de maintenance associé

Mairie

76 rue Edouard Meunier

60150 LE PLESSIS BRION

A OUVRIR PAR LE REPRESENTANT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. L'organisateur de la consultation ne peut être tenu pour responsable du dépassement du délai de remise des candidatures/offres.

Les frais de transport des prestations sont à la charge des candidats.

Les jours et heures d'ouverture de l'accueil sont indiqués en deuxième page du présent règlement de consultation. Charge aux candidats de prévoir le dépôt de leur pli en conséquence.

## **ARTICLE 6 - CRITERES D'ATTRIBUTION**

### **6.1 Phase candidature**

En application de l'article 55 du Décret du 25 Mars 2016, seront éliminées, sous réserve d'une demande éventuelle de complétude :

- les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles 48 et 49 du Décret du 25 Mars 2016
- les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées dans le présent règlement de consultation



- les candidatures qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques, et financières suffisantes au regard de la prestation à réaliser
- les candidatures restées incomplètes après demande éventuelle de complétude par le Pouvoir Adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur examine les candidatures remises et les classe en fonction des critères suivants (par ordre décroissant) :

- moyens humains
- compétences et composition de l'équipe
- expériences dans la réalisation d'équipements de complexité similaire
- capacités financières

## 6.2 Phase offres

En application de l'article 59 du Décret du 25 Mars 2016, pourront être éliminées :

- les offres dites irrégulières (offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale)
- les offres dites inacceptables (offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure)
- les offres dites inappropriées (offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation)

Le Pouvoir Adjudicateur choisira l'attributaire du marché sur la base des critères de sélection suivants pondérés :

- ❖ valeur technique de l'offre appréciée à travers le mémoire technique demandé aux candidats (60 %)
- ❖ prix de la prestation (40 %)

Le classement définitif des offres sera établi en tenant compte du nombre de points acquis par le prestataire pour chaque critère affecté du taux de pondération (valeur arrondie au dixième supérieur).

- sur le critère «valeur technique» jugement sur un total de 50 points (avant pondération)

La valeur technique sera évaluée sur la base des informations contenues dans le mémoire technique produit à l'appui de son offre par le candidat.

Le mémoire technique sera jugé et crédité d'un nombre de points (maximum 50). C'est ensuite sur ce nombre de points obtenu que s'applique la pondération, donnant lieu ainsi à une note permettant d'opérer le classement (l'offre ayant obtenu la meilleure note étant classée 1<sup>ère</sup>).

Toutes ces données doivent concerner la seule agence qui fait l'offre et être en cours de validité au moment de la remise de l'offre.

Dans le détail, la répartition des points s'opérera de la manière suivante :

- ❖ programme de mise en œuvre de la fourniture sur un tableau semainier précis - 5 points
- ❖ méthodologie - 15 points
- ❖ moyens en personnels et matériels affectés à la prestation (réponses précises demandées) - 5 points
- ❖ nature, provenance et qualité des produits - 10 points

❖ condition de maintenance préventive et curative sur proposition de contrat type - 15 points

➤ sur le critère «prix des prestations» jugement sur un total de 50 points (avant pondération)

L'analyse du prix des prestations portera sur le montant total hors taxes figurant à l'acte d'engagement.

L'offre financière la moins onéreuse et recevable (c'est à dire pour laquelle il n'a pas été démontré que les prix présentaient un caractère anormalement bas et qui remplit les conditions de recevabilité sur le plan de la valeur technique) sera créditée du maximum de 50 points (avant pondération).

Pour les autres candidats, le nombre de points (P) affecté à chaque offre est calculé de la manière suivante :

$$P = 30 \times (P_{1\min} / P_1) + 20 \times (P_{2\min} / P_2)$$

P : points

P<sub>1min</sub> : prix du candidat proposant le prix le moins élevé pour la phase 1 (installation)

P<sub>1</sub> : prix du candidat considéré pour la phase 1 (installation)

P<sub>2min</sub> : prix du candidat proposant le prix le moins élevé pour la phase 2 (maintenance)

P<sub>2</sub> : prix du candidat considéré pour la phase 2 (maintenance)

C'est ensuite sur le nombre de points obtenu que s'applique la pondération, qui donne lieu à l'attribution d'une note permettant d'opérer le classement (l'offre ayant obtenu la meilleure note étant classée 1<sup>ère</sup>).

En cas d'offre paraissant anormalement basse, l'entreprise devra être en mesure de fournir toutes les justifications demandées sous 2 jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 8 jours à compter de la demande du Pouvoir Adjudicateur les pièces visées à l'article 51 du Décret à savoir notamment :

➤ une déclaration sur l'honneur que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du Travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D 8222-5-3° du Code du Travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France

➤ les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du Code du Travail

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://marches-publics.info>.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article "présentation des candidatures", en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Dès réception de l'ensemble des documents visés ci-dessus, l'attributaire sera invité à signer son marché. En cas de défaut de signature dans le délai prescrit par l'acheteur, ce dernier se réserve le droit d'attribuer et de signer le marché avec l'auteur de l'offre classée immédiatement après.

Le cas échéant, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer la duplication des pièces marchés par l'attributaire, en vue de la notification.

#### **ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, 8 jours minimum avant la date limite de remise des candidatures/offres, leur demande via le site <http://www.adto.fr/avis-de-marches> (pictogramme "enveloppe" ou lien "correspondre avec l'Acheteur").

L'ensemble des réponses apportées sera répertorié sur votre espace au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures/offres et une alerte vous sera envoyée sur l'adresse courriel enregistrée. L'attention des candidats est attirée sur le fait que leurs questions ne doivent pas révéler leur identité, ni leur positionnement technique ou compétitif. En effet, la réglementation impose d'adresser le texte intégral de la question, avec la réponse, à tous les candidats.

Il ne sera répondu à aucune question orale.



# DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné (e)

agissant en qualité de

Déclare sur l'honneur, en application de l'article 48 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016, que l'entreprise (Nom et adresse)

Inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

**N'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et en conséquence :**

- n'a pas fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues :
  - ❖ aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du Code Pénal,
  - ❖ aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du Code Général des Impôts
  - ❖ aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du Code Pénal
  - ❖ ou pour recel de telles infractions
  - ❖ ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.
- a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale et a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire
- n'est pas en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L.640-1 du Code du Commerce ou de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer au sens des articles L. 653-1 à L. 653-8 ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger
- n'est pas en état de redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de Commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ou justifie d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché
- n'a pas été sanctionnée pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou condamnée au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du Code Pénal
- a, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché public, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du Code du Travail
- n'a pas été condamnée au titre du 5° de l'article 131-39 du Code Pénal ou, en cas de personne physique, n'a pas été condamnée à une peine d'exclusion des marchés publics
- ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L.8272-4 du Code du Travail.
- est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article 48 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015

Fait à

, le

Signature

